

BUREAUX INTERNATIONAUX
REUNIS POUR LA PROTECTION
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE, SUISSE

BIRPI

UNITED INTERNATIONAL
BUREAUX FOR THE PROTECTION
OF INTELLECTUAL PROPERTY
GENEVA, SWITZERLAND

COMITÉ DE COORDINATION INTERUNIONS, CINQUIÈME SESSION INTERUNION COORDINATION COMMITTEE, FIFTH SESSION

(Genève, 18-21 décembre 1967)
(Geneva, December 18 to 21, 1967)

PROJET DE PROGRAMME ET DE BUDGET DES BIRPI POUR L'ANNEE 1968

1. Le présent document contient les propositions du Directeur des BIRPI concernant le programme et le budget des BIRPI pour l'année 1968.

2. a) Ce document comprend deux chapitres, le premier intitulé "Programme" et le deuxième intitulé "Budget".

b) Le chapitre Programme est subdivisé en sections qui se rapportent à chacune des Unions et il est complété par une section intitulée "BIRPI en général". Les matières traitées dans ce chapitre sont les suivantes :

Union de Paris :

Traité de coopération en matière de brevets
(paragraphe 3)

Conférence diplomatique de Vienne (paragraphe 4)

Assistance technique aux pays en voie de développement (paragraphe 5)

Index mondial des brevets (paragraphe 6)

Classification (dessins et modèles industriels)
(paragraphe 7)

Traduction des textes législatifs (paragraphe 8)

Autres activités (paragraphe 9).

Union de Madrid :

- Service d'enregistrement (paragraphe 10)
- Service des recherches (paragraphe 11)
- Publication de l'Acte de Stockholm (paragraphe 12)

Union de La Haye :

- Dépôt international (paragraphe 13)

Union de Nice :

- Classification internationale (paragraphe 14)
- Comité d'experts (paragraphe 15)

Union de Lisbonne :

- Observation (paragraphe 16)

Union de Berne

- Symposium sur le droit d'auteur (paragraphe 17)
- Groupe de travail satellites de télécommunications (paragraphe 18)
- Comité d'experts photoduplication (paragraphe 19)
- Recommandations de la Conférence de Stockholm (paragraphe 20)
- Autres activités (paragraphe 21)

BIRPI en général :

- Convention OMPI (paragraphe 22)
- Tâches de dépositaire des instruments de Stockholm (paragraphe 23)
- Agrandissement du Bâtiment du Siège (paragraphe 24)
- Publication d'une revue en espagnol (paragraphe 25)
- Autres tâches (paragraphe 26).

c) Le chapitre Budget comporte les subdivisions suivantes : "Observations préliminaires", "Observations concernant les différentes rubriques budgétaires", "Observations concernant les différentes Unions", et le budget proprement dit est subdivisé en "Dépenses", "Recettes", et "Tableau comparatif des dépenses et recettes". Les observations préliminaires contiennent une explication des rubriques budgétaires (paragraphe 27) ainsi que des observations sur la répartition des dépenses communes (paragraphe 28). Les observations concernant les différentes rubriques budgétaires contiennent des explications relatives aux montants, lesquels sont comparés aux montants correspondants figurant dans le budget de l'exercice 1967 (paragrapes 29 et 30). Les observations concernant les différentes Unions résument la situation financière de chacune d'elles, telle qu'elle apparaît à la lumière du budget proposé (paragraphe 31). Enfin, le chapitre intitulé "Dépenses" dans le budget proprement dit est articulé comme suit :

I. Dépenses propres aux diverses Unions
(points P, M, H, N, L, B).

II. Dépenses communes à deux ou plusieurs Unions

A. Union de Paris et ses Unions particulières
(points UI) ("UI" pour "Unions industrielles")

B. Dépenses communes à toutes les Unions
(points DC) ("DC" pour "dépenses communes").

PROGRAMME

Union de Paris

3. a) Dans le cadre de l'Union de Paris, un événement important fut la proposition du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, acceptée par le Comité exécutif de l'Union de Paris dans sa réunion de 1966, d'étudier les possibilités de l'établissement d'un traité en vue de faciliter le dépôt et l'examen des demandes de brevets lorsque le déposant désire obtenir des brevets dans plusieurs pays pour la même invention. Si ces études aboutissent à un résultat positif, celui-ci semble devoir prendre la forme d'un arrangement particulier dans le cadre de l'Union de Paris, et les pays qui en deviendraient partie constitueraient une nouvelle Union particulière. (Au cours de ces études, le traité envisagé a provisoirement reçu le nom de "Traité de coopération en matière de brevets" (Patent Cooperation Treaty, en abréviation "PCT")).

b) Si ce plan s'avérait réalisable, son exécution serait urgente en raison des difficultés existant, pour l'examen des demandes de brevets, dans les Offices nationaux pratiquant cet examen; elle serait également urgente pour les autres Offices nationaux, notamment ceux des pays en voie de développement, afin de faciliter leur tâche. On pourrait envisager la conclusion de l'arrangement particulier précité par une Conférence diplomatique en 1969. Dans ce cas, il serait nécessaire que les propositions définitives soient, avant la fin de l'année 1968, entre les mains des Gouvernements qui seront invités à ladite Conférence diplomatique. Il est donc prévu de convoquer des groupes de travail et un comité d'experts au cours de l'année 1968 (voir le point P.3 du Budget). Si l'on veut que l'application pratique d'un tel traité commence le plus tôt possible (vers 1971 ?) - en supposant que celui-ci soit conclu en 1969 et entre en vigueur peu de temps après -, d'autres travaux préparatoires devraient être entrepris dès 1968. De tels travaux, toutefois, ne pourraient pas être financés par le budget de l'Union de Paris. Un autre document, préparé à l'intention de la Conférence de Représentants de l'Union de Paris - qui se réunira en même temps (18-21 décembre 1967) que le Comité de coordination inter-unions -, contient des propositions à ce sujet (document CR/II/5).

c) La réunion du Comité d'experts "PCT", qui se tiendra du 2 au 10 octobre 1967, n'ayant pas encore eu lieu au moment où le présent document est rédigé, aucune décision à l'égard de la convocation d'une Conférence diplomatique n'a pu être prise. De toute façon, le programme proposé dans le présent document est susceptible de changements ou de compléments, sur la base des résultats de la réunion dudit Comité d'experts et jusqu'au moment où un pays membre de l'Union de Paris aura proposé d'inviter la Conférence diplomatique.

4. a) En 1968 devraient commencer également les premiers travaux préparatoires pour une autre Conférence diplomatique : celle de Vienne. C'est au cours de la Conférence diplomatique de Lisbonne, en 1958, que le Gouvernement autrichien a invité l'Union de Paris à tenir sa prochaine Conférence diplomatique à Vienne. La Convention de Paris a été révisée à Stockholm, en 1967, en ce qui concerne ses dispositions administratives ainsi qu'un unique point de substance (certificats d'auteur d'invention) présentant un caractère d'urgence. Cette révision a été effectuée avec le consentement du Gouvernement autrichien, avec lequel il a été entendu que la révision des dispositions de droit matériel - à l'exception dudit point isolé - serait réservée pour la Conférence diplomatique de Vienne. En outre, le Gouvernement autrichien a donné provisoirement son accord de principe pour que soit également incluse, dans le programme de la Conférence de Vienne, la révision de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.

b) Le Gouvernement autrichien envisageant provisoirement de convoquer la Conférence de Vienne en 1972, certains travaux préparatoires devraient alors commencer en 1968, au moins sur l'un des deux sujets de ladite Conférence, notamment sur la Convention de Paris, y compris la question d'une "taxe de priorité" dont traite une résolution de la Conférence de Stockholm de 1967. Les BIRPI prépareront, en consultation avec le Gouvernement autrichien, une première liste des révisions possibles. Il n'est pas envisagé de convoquer déjà en 1968 des groupes de travail ou des réunions d'experts. Pour ce qui est de la continuation des travaux préparatoires, des propositions figurent dans le document mentionné ci-dessus et préparé à l'intention de la Conférence de Représentants de l'Union de Paris (CR/II/5).

5. a) Quant à l'assistance technique aux pays en voie de développement, il est proposé de maintenir, avec la participation des autres Unions industrielles, le programme de

stages d'études, à peu près sur le même niveau que jusqu'à présent (5 ou 6 stages de 2 à 3 mois chacun) (voir point UI.8 du Budget).

b) Il est en outre proposé de poursuivre le programme d'établissement de lois-types pour les pays en voie de développement, en commençant les travaux préparatoires pour une loi-type sur les dessins et modèles industriels (voir point UI.9 du Budget). Ce point du programme intéresse évidemment également l'Union de La Haye, car l'existence d'une loi adéquate en matière de dessins et modèles est, pour chaque pays, une condition préalable à son adhésion à l'Arrangement de La Haye.

c) Il est à noter que le Traité "PCT", objet du paragraphe 3 du présent document, serait d'un intérêt tout particulier pour les pays en voie de développement, car il leur permettrait d'octroyer des brevets d'une haute qualité sans devoir instituer un mécanisme coûteux pour l'examen de brevetabilité.

d) Toujours au sujet des pays en voie de développement, les BIRPI continueront à maintenir des contacts aussi étroits que possible avec tout organe des Nations Unies dont le programme peut avoir une incidence sur celui des BIRPI (voir point P.4 du Budget). L'objectif principal, dans ce domaine, est de mettre à la disposition des Nations Unies l'expérience des BIRPI. Il faut, naturellement, éviter tout double emploi et respecter les compétences propres des Nations Unies et des BIRPI. Parmi les organes des Nations Unies avec lesquels une activité coordonnée est particulièrement désirable, se trouvent le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (UNCITRAL).

6. Au moment où le présent document est rédigé, les résultats de l'enquête que les BIRPI ont lancée, en mai 1967, sur le financement d'un Index mondial des Brevets, ne sont pas encore connus. Pour le cas où ces résultats ne seraient pas concluants, il est proposé de poursuivre l'étude de la proposition (voir point P.5 du Budget). Toutefois, il se peut qu'en décembre 1967 une décision puisse être prise quant au fond, c'est-à-dire ou bien abandonner le projet ou bien le réaliser avec un financement provenant des Gouvernements ou de sources privées. En tout cas, la réalisation impliquerait un financement hors du budget de l'Union de Paris.

7. Le Gouvernement suisse s'étant déclaré disposé à être l'hôte d'une Conférence diplomatique en vue de l'adoption d'un arrangement particulier concernant la Classification des produits en vue de l'enregistrement des dessins et modèles industriels, il est proposé de tenir cette conférence en 1968. La Conférence, qui intéresse également l'Union de La Haye, se tiendrait dans une ville de Suisse (voir point UI.10 du Budget).

8. Il est proposé que le programme de traduction des textes législatifs régissant la protection des brevets et des marques soit poursuivi en 1968 (voir point UI.7 du Budget). Bien que la publication d'un recueil de ces traductions soit désirée par les BIRPI et par plusieurs Gouvernements - y compris celui de la Pologne qui a fait des propositions expresses à ce sujet - et soit réclamée depuis de longues années par certains milieux intéressés (industriels, agents de brevets, etc.), il n'est malheureusement toujours pas possible de proposer cette publication. Sa réalisation nécessiterait une mise de fonds initiale d'environ 600.000 francs suisses qui ne peut être ni absorbée par le présent budget de l'Union de Paris ni empruntée, car les BIRPI, tout convaincus qu'ils soient du succès commercial d'une telle publication, ne sont pas dans une position juridique qui leur permette de garantir formellement le remboursement d'un tel emprunt. Les BIRPI continueront donc à rechercher d'autres moyens de réalisation. Peut-être pourrait-on trouver une maison d'édition qui commanderait aux BIRPI le manuscrit d'un tel recueil.

9. En ce qui concerne les autres activités proposées pour l'année 1968 - dont la plupart sont des activités permanentes réapparaissant dans les programmes de chaque année -, référence est faite aux points P.1, 2, 6, et UI.1 à 6, du Budget, lesquels points fournissent toutes explications utiles.

Union de Madrid

10. En ce qui concerne le service d'enregistrement international des marques, il est proposé de le maintenir sur la même base qu'actuellement (voir point M.1 du Budget). La convocation du Comité des Directeurs des Offices nationaux de la Propriété industrielle, établi par l'article 10 de l'Acte de Nice de l'Arrangement de Madrid, n'est pas prévue.

Toutefois, si les résultats de l'exercice financier de 1967 nécessitaient un relèvement des taxes, une réunion dudit Comité deviendrait nécessaire. Il est vivement recommandé aux pays de l'Union de Madrid qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte de Nice de le faire le plus tôt possible, dans leur intérêt ainsi que dans l'intérêt des déposants et des finances de l'Union particulière.

11. En ce qui concerne le Service des recherches - recherches des marques identiques ou analogues -, il est proposé de le maintenir sur la même base qu'à l'heure actuelle. Il est toutefois proposé d'étudier les possibilités de faire les recherches avec l'aide d'un ordinateur électronique et d'inclure, dans le "fonds" des marques à rechercher, non seulement les marques internationales mais également les marques enregistrées sur le plan national dans des pays déterminés. Les possibilités d'une telle modernisation et d'une telle extension des recherches seraient grandement facilitées si les BIRPI disposaient de l'ordinateur dont l'acquisition sera indispensable dans le cas où le projet d'un Index mondial des brevets viendrait à se réaliser. Par conséquent, le sort des plans pour un service de recherches plus perfectionné dans le domaine des marques est, dans une certaine mesure, lié au sort réservé audit Index. Le budget pour l'année 1968 ne contient pas de provision pour la modernisation du Service des recherches parce qu'il est probable que ce plan n'entrera pas dans sa phase de réalisation avant la fin de ladite année. Toutefois, si ce projet nécessitait l'engagement de fonds, les BIRPI présenteraient un supplément au budget de l'Union de Madrid pour l'année 1968, éventuellement après consultation du Comité des Directeurs.

12. Le point M.2 du Budget prévoit la publication du texte de Stockholm de l'Arrangement de Madrid. Cette proposition - ainsi que les propositions analogues dans les budgets des Unions de La Haye (point H.2), Nice (point N.3), et Lisbonne (point L.2) - ne semble nécessiter aucun commentaire.

Union de La Haye

13. Il est proposé de maintenir le service du dépôt international des dessins et modèles industriels sur la même base que présentement, c'est-à-dire avec les nouvelles taxes entrées en vigueur au 1er juin 1967 (voir point H.1 du Budget).

Union de Nice

14. En ce qui concerne la publication des suppléments et des traductions de la Classification internationale des produits et des services en vue de l'enregistrement des marques, le point N.1 du Budget contient des propositions qui ne semblent pas nécessiter de commentaires.

15. Il est prévu de convoquer, durant l'année 1968, le Comité d'experts institué par l'Arrangement de Nice pour apporter des perfectionnements à la Classification internationale (voir point N.2 du Budget).

Union de Lisbonne

16. Aucun commentaire ne semble nécessaire sur le point L.1 du Budget.

Union de Berne

17. Le principal point du programme de l'Union de Berne pour 1968 consistera dans l'organisation par les BIRPI d'un Symposium sur le droit d'auteur, dont l'objet sera d'offrir aux participants des informations sur les problèmes essentiels du droit d'auteur, d'un point de vue théorique et pratique (exercice du droit d'auteur). Bien que le Symposium pourra être suivi par toute personne, contre paiement d'un droit d'inscription, les sujets traités seront d'un intérêt particulier pour les participants venant des pays en voie de développement (africains ou asiatiques). En ce qui concerne ces derniers, il s'agira, soit de fonctionnaires plus particulièrement chargés des questions de droit d'auteur dans leurs pays respectifs, soit de personnalités pouvant être amenées à constituer ou à diriger des sociétés d'auteurs ou des offices de droit d'auteur. Leur participation sera facilitée par le fait que les BIRPI supporteront les frais de voyage et de séjour d'un certain nombre d'entre eux (voir point B.7 du Budget).

18. Par ailleurs, il est proposé de réunir en 1968 un Groupe de travail satellites de télécommunications, dont l'objet sera d'étudier les problèmes de droit d'auteur posés en matière d'échanges de programmes par voie de communications spatiales. La multiplication des satellites intercontinentaux de télécommunications entraîne un accroissement des transmissions sonores

ou sonores et visuelles à travers le secteur spatial et, dans la mesure où celles-ci utilisent des oeuvres littéraires et artistiques, soulève des problèmes dans le domaine du droit d'auteur et de son exercice. Les organisations internationales, intergouvernementales ou non, intéressées participeront à ces études (voir point B.8 du Budget).

19. En continuation des études antérieures sur la reproduction photographique par ou pour les bibliothèques, les centres de documentation et les institutions scientifiques d'oeuvres protégées par le droit d'auteur, il est proposé, selon l'avis exprimé par le Comité permanent de l'Union de Berne, de réunir, en coopération avec l'Unesco, un Comité d'experts photoduplication, composé de spécialistes du droit d'auteur, de bibliothécaires et de documentalistes (voir point B.9 du Budget).

20. Il est proposé que les BIRPI procèdent, en 1968, aux études qui permettront d'informer le Comité de coordination interunions, lors de sa prochaine réunion, sur les suites à donner aux recommandations adoptées, en matière de droit d'auteur, par la Conférence de Stockholm. Pour ce qui concerne seulement la recommandation No III (rémunération des auteurs pour leurs oeuvres utilisées dans les pays en voie de développement), il est proposé de recourir à des consultants (voir point B.10 du Budget).

21. En ce qui concerne les autres activités proposées pour l'année 1968, dont la plupart sont des activités permanentes réapparaissant dans les programmes de chaque année, il convient de se référer aux points B.1 à B.6, et B.11 et B.12, du Budget, points qui contiennent les explications nécessaires.

BIRPI en général

22. a) La Conférence de Stockholm de 1967 a adopté la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Il est peu vraisemblable que le nombre de ratifications ou d'adhésions nécessaire pour l'entrée en vigueur de cette Convention soit atteint au cours de l'année 1968. Pour cette raison, le présent programme ne prévoit pas de mesures pour la constitution et la mise en fonction des organes de l'OMPI, ou pour les activités confiées par ladite Convention à l'OMPI.

b) Tout ce qui est prévu pour l'année 1968 est que les BIRPI diffuseront des informations concernant la création de l'OMPI et donneront tous renseignements utiles aux Gouvernements -- que leurs pays soient ou non membres des Unions -- quant aux conditions et formalités à remplir pour devenir partie à l'OMPI. Les BIRPI commenceront également les travaux de publication des documents de la Conférence de Stockholm (voir point DC.14 du Budget).

23. Les instruments signés à l'issue de la Conférence de Stockholm confient les tâches de dépositaire au Directeur des BIRPI -- en attendant l'entrée en fonctions du Directeur général de l'OMPI. Ces tâches seront remplies (voir point DC.2 du Budget).

24. Si le projet "PCT" ou le projet pour un Index mondial des Brevets devait se réaliser, il deviendrait urgent d'agrandir le présent bâtiment du siège des BIRPI. Il est donc proposé de demander à un architecte d'établir des estimations approximatives du coût de construction (voir point DC.13 du Budget).

25. Vu le nombre toujours croissant des pays de langue espagnole qui sont membres des Unions de Paris et de Berne, il est proposé de publier, quatre fois par an, une revue intitulée "La Propiedad Intelectual" qui contiendra, en langue espagnole, des sélections de "La Propriété industrielle" et "Le Droit d'Auteur" (voir point DC.13 du Budget).

26. Les autres tâches, pendant l'année 1968, seront les mêmes que celles des années précédentes. Elles sont indiquées, avec des explications succinctes, quand celles-ci semblent nécessaires, aux points DC.10 à 12, et 15, du Budget.

BUDGET

Observations préliminaires

27. Les rubriques budgétaires sont les mêmes que dans les budgets des années précédentes sauf que : i) le terme "voyages de délégués" est remplacé par le terme "voyages de tiers" sans que la définition du terme change, et que ii) les anciennes rubriques "mobilier" et "matériel de bureau" sont réunies sous la dénomination "équipement et matériel". La définition des différentes rubriques est donc la suivante :

"Personnel" :

traitement de base - indemnités de poste, de non-résident et de représentation - allocations familiales - primes pour connaissances linguistiques - frais d'études - cotisations d'employeur à la Caisse de retraite - frais de déménagement, de voyages d'enfants pour leurs études, de voyage de congé dans les foyers et d'installation à Genève - primes de l'assurance professionnelle et participation à l'assurance non professionnelle - frais de recrutement - versement au fonds de prévoyance de l'ancienne caisse de retraite du complément de pension aux retraités et de rentes "ex gratia" - participation aux frais de la Maison de vacances et des distributeurs de rafraîchissements.

"Missions" :

coût de voyages et indemnités journalières des fonctionnaires des BIRPI en mission officielle.

"Voyages de tiers" :

coût de voyages et indemnités journalières des personnes autres que les fonctionnaires des BIRPI (consultants, stagiaires, participants à certaines réunions, etc.).

"Conférences" :

interprètes - traducteurs - procès-verbalistes - location de salles, de bureaux et d'équipement d'interprétation simultanée - traduction, reproduction et impression de documents - frais d'engagement de personnel auxiliaire (téléphoniste, secrétaire, huissier ou autres) - frais de transport de documents - rafraîchissements et réceptions - autres frais relatifs aux conférences.

"Contrats" :

honoraires des auteurs et des traducteurs d'articles paraissant dans les revues des BIRPI - honoraires des traducteurs d'autres documents (à l'exception de ceux concernant les Conférences) - honoraires des consultants, etc.

"Impressions" :

i) revues des BIRPI : papier et impressions - ii) autres impressions : tirages à part d'articles parus dans les revues des BIRPI - Rapport de gestion - brochures - traités - recueils - manuels - formules de travail et autres impressions diverses - reliures.

"Amortissement Bâtiment" :

amortissement du prêt de la Caisse de retraite aux BIRPI et versement des intérêts à ladite Caisse de retraite.

"Entretien Bâtiment" :

i) droit de superficie - nettoyage - réparations - assurance immobilière - entretien du parc - contrôle des installations - salaire et assurance du personnel de nettoyage - ii) chauffage - éclairage - eau.

"Agrandissement Bâtiment" :

frais de plans et de construction d'un agrandissement proposé du Bâtiment du siège des BIRPI.

"Equipement et matériel" :

i) mobilier et machines de bureau - ii) matériel de bureau et autre matériel.

"Ports" :

affranchissement du courrier - frais de télégrammes et de télex - transport de documents (autres que ceux concernant une Conférence) et autres transports - taxes postales et bancaires.

"Téléphones" :

installation et entretien de postes - abonnement - taxes, etc.

"Bibliothèque"

achat de livres - abonnement à des revues ou périodiques.

"Imprévus"

dépenses qui ne sont pas attribuées à une autre rubrique budgétaire et qui n'ont pas pu être prévues.

28. a) La répartition des dépenses communes est conforme aux avis du Comité de coordination interunions. Toutefois :

b) Il est proposé de changer les pourcentages "Direction" de la manière suivante :

| | <u>Pourcentages appliqués entre 1963 et 1967</u> | <u>Pourcentages proposés pour 1968</u> |
|----------|--|--|
| Paris | 29 % | 32 % |
| Madrid | 55 % | 45 % |
| La Haye | 3 % | 4 % |
| Nice | 2 % | 3 % |
| Lisbonne | -- | -- |
| Berne | 11 % | 16 % |

Ces pourcentages tiennent compte des prévisions selon lesquelles les activités de la Direction diminueront dans les affaires de l'Union de Madrid et augmenteront dans les affaires des autres Unions. (Les activités concernant l'Union de Lisbonne ne semblent pas, autant qu'on puisse le prévoir, justifier même une imputation d'un pour cent. Il se peut, toutefois, qu'en 1968, les travaux excèdent les prévisions. Dans ce cas, un pourcentage correspondant serait également inscrit au débit de l'Union de Lisbonne. Cette observation s'applique également aux autres postes budgétaires pour lesquels aucune participation de l'Union de Lisbonne n'est prévue pour l'instant).

29. a) En ce qui concerne les différentes rubriques budgétaires de dépenses, il n'y a pas, ou il n'y a que relativement peu, de différence entre les budgets 1967 et 1968 dans les rubriques suivantes : Voyages de tiers (140.000 francs pour 1967; 95.000 francs pour 1968); Contrats (103.000 francs pour 1967; 122.000 francs pour 1968); Amortissement Bâtiment (60.000 francs pour 1967 et la même somme pour 1968); Entretien Bâtiment (150.000 francs pour 1967 et la même somme pour 1968); Equipement et Matériel (162.000 francs pour 1967; 200.000 francs pour 1968); Ports (120.000 francs pour 1967 et la même somme pour 1968); Téléphones (35.000 francs pour 1967; 40.000 francs pour 1968); Bibliothèque (20.000 francs pour 1967 et la même somme pour 1968); Imprévus (50.000 francs pour 1967 et 61.000 francs pour 1968).

b) La rubrique "Personnel" accuse une augmentation de 720.000 francs (3.230.000 francs pour 1967; 3.950.000 francs pour 1968) qui est due à la création de 16 nouveaux postes (72 postes en 1967; 88 postes en 1968), aux augmentations statutaires (ancienneté) des traitements, aux augmentations pour compensation du renchérissement du coût de la vie (environ 4 %), aux promotions et autres facteurs similaires.

c) La rubrique "Missions" accuse une certaine diminution (192.000 francs pour 1967; 139.000 francs pour 1968) due au fait que son montant pour 1967 était particulièrement élevé à cause de la participation de 20 fonctionnaires des BIRPI à la Conférence de Stockholm.

d) La rubrique "Conférences" s'élève à 62.000 francs pour 1967, et elle est de 94.000 francs pour 1968. Cette augmentation est due surtout aux réunions "PCT" et à trois réunions dans le cadre de l'Union de Berne (Symposium, Satellites de télécommunications, Photoduplication).

e) La rubrique "Impressions" est portée de 734.000 francs pour 1967 à 896.000 francs pour 1968, en raison principalement de l'augmentation constante et importante des tarifs des imprimeurs et, pour "Les Marques internationales", en raison de l'accroissement des données à publier.

30. a) En ce qui concerne les recettes, les prévisions sont les suivantes.

b) Pour l'Union de Paris, les contributions pour 1968 s'élèveront à 1.200.000 francs - ainsi qu'en a décidé la Conférence de Stockholm - au lieu de 865.000 francs prévus au budget pour 1967. Les recettes diverses de cette Union sont estimées devoir rester les mêmes pour 1968 que pour 1967 (150.000 francs).

c) En ce qui concerne l'Union de Madrid, les taxes et recettes similaires ont été estimées devoir s'élever à 2.550.000 francs pour 1967. Les mêmes recettes sont estimées atteindre un total de 3.290.000 francs pour 1968. Cette estimation est basée sur les statistiques de ces derniers mois, extrapolées pour l'année prochaine. Par contre, sur la même base, on estime que les recettes diverses de cette Union atteindront seulement 110.000 francs en 1968, car l'estimation de 160.000 francs faite pour l'année 1967 semble être trop optimiste.

d) En ce qui concerne l'Union de La Haye, on estime que, grâce à l'augmentation des taxes de dépôt, les recettes de 1968 seront de 390.000 francs, au lieu des 230.000 francs prévus pour l'exercice 1967.

e) En ce qui concerne l'Union de Nice, il n'est prévu aucun changement dans les contributions (71.000 francs), tandis qu'une légère augmentation peut être estimée pour les autres recettes (20.000 francs en 1968, au lieu de 15.000 francs en 1967).

f) En ce qui concerne l'Union de Lisbonne, il est extrêmement difficile de faire des prévisions, car on ne dispose pas d'une expérience suffisante à l'égard de cette Union dont l'Arrangement est entré en vigueur il y a à peine une année, ni de données sur les intentions des Etats membres concernant le nombre des enregistrements qu'ils pourraient demander. Il semble toutefois que l'estimation faite pour 1967 (41.000 francs) doive être ramenée à 8.000 francs pour 1968, car il est à prévoir que la plupart des dépôts des membres initiaux de cette Union seront effectués encore avant la fin de l'année 1967.

g) En ce qui concerne l'Union de Berne, le plafond des contributions sera de 800.000 francs pour 1968 (au lieu de 640.000 francs pour 1967), en vertu de la décision prise par les Etats membres de cette Union au cours de la Conférence de Stockholm. On estime, d'autre part, que les recettes diverses de cette Union accuseront une légère augmentation : 100.000 francs pour 1968 au lieu de 90.000 francs pour 1967.

31. a) Les budgets pour 1968 des Unions de Paris, Nice, Lisbonne et Berne sont équilibrés. Le montant des recettes et des dépenses pour ces Unions est chiffré comme suit : Union de Paris : 1.350.000 francs; Union de Nice : 91.000 francs; Union de Lisbonne : 8.000 francs; Union de Berne : 900.000 francs.

b) En ce qui concerne l'Union de Madrid, le budget laisse prévoir un léger excédent de recettes (100.000 francs), les recettes étant estimées à 3.400.000 francs et les dépenses, à 3.300.000 francs. Il faut toutefois, comme par le passé, observer qu'on ne peut pas faire d'estimations exactes pour cette Union, étant donné que des écarts considérables peuvent se produire au cas où des changements interviendraient dans la conjoncture économique. Une crise économique peut, par exemple, provoquer une brusque diminution du nombre des enregistrements.

c) Les mêmes considérations s'appliquent également à l'Union de La Haye, où le nombre des dépôts escomptés dépend aussi de la situation économique générale. Les prévisions budgétaires laissent prévoir un excédent de 62.000 francs (recettes : 390.000 francs; dépenses : 328.000 francs), ce qui permettrait de commencer l'amortissement des déficits des années précédentes dont le montant, à la fin de l'année 1966, était de 88.000 francs.

DEPENSES

I

DEPENSES PROPRES AUX DIVERSES UNIONS

UNION DE PARIS

Francs
suisses

P.1 Les activités prescrites par la Convention de Paris continueront. Elles seront avant tout exécutées par la Division de la Propriété industrielle (voir point UI.1 ci-dessous). Les BIRPI continueront "de se tenir en tout temps à la disposition des pays de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin" (article 13.5) de la Convention de Paris, Acte de Lisbonne).

Missions 12.000

P.2 Le Comité exécutif de l'Union de Paris se réunira en même temps que le Comité de coordination interunions.

Conférences 2.000

P.3 Les travaux préparatoires en vue de la conclusion d'un traité sur la collaboration en matière de brevets ("PCT") continueront dans des groupes de travail et dans un comité d'experts ainsi que par le moyen de contacts directs entre le secrétariat et certains gouvernements, l'Institut international des Brevets et autres organisations internationales et nationales. Des consultants pourront également être engagés.

Conférences 64.000

Missions 40.000

Contrats 20.000

Voyages de tiers 20.000

P.4 La collaboration avec les Nations Unies, y compris la CNUCED, l'ONUDI et l'UNCITRAL, continuera.

Missions 20.000

Francs
suisses

P.5 L'étude concernant les possibilités d'établissement d'un service permettant l'identification de brevets (l'"Index mondial des Brevets") octroyés dans plusieurs pays et se rapportant à la même invention continuera.

| | |
|------------------|-------|
| Contrats | 5.000 |
| Missions | 4.000 |
| Voyages de tiers | 5.000 |

P.6 Le texte des Actes de Stockholm de la Convention de Paris et de l'Arrangement de Madrid (Indications de provenance) en français sera publié et les BIRPI consulteront les gouvernements intéressés au sujet des textes officiels desdits Actes dans d'autres langues. Ces derniers seront également publiés.

| | |
|-------------|-------|
| Impressions | 2.000 |
|-------------|-------|

UNION DE MADRID

M.1 Le service d'enregistrement international des marques sera maintenu. Les formulaires et les notifications seront imprimés, comme par le passé (140.000 francs), et la publication de la feuille officielle "Les Marques internationales" continuera (480.000 francs).

| | |
|-------------|---------|
| Impressions | 620.000 |
|-------------|---------|

M.2 Le texte de l'Acte additionnel de Stockholm de l'Arrangement de Madrid en français sera publié et les BIRPI consulteront les gouvernements intéressés au sujet des textes officiels dudit Acte dans d'autres langues.

| | |
|-------------|-------|
| Impressions | 1.000 |
|-------------|-------|

UNION DE LA HAYE

H.1 Le service de dépôt international des dessins et modèles industriels sera maintenu. Les formulaires et les notifications seront imprimés, comme par le passé (5.000 francs), et la publication de la feuille officielle "Les Dessins et Modèles internationaux" continuera (20.000 francs).

| | |
|-------------|--------|
| Impressions | 25.000 |
|-------------|--------|

Francs
suisses

H.2 Le texte de l'Acte complémentaire de Stockholm de l'Arrangement de La Haye sera publié en français et les BIRPI consulteront les gouvernements intéressés au sujet des textes officiels dudit Acte dans d'autres langues.

Impressions 1.000

UNION DE NICE

N.1 Les activités qui incombent aux BIRPI en relation avec l'Arrangement de Nice continueront. La "Classification" sera publiée en édition trilingue allemand-français-anglais et, éventuellement, en édition italienne. Les frais de ces éditions seraient partagés avec les Administrations nationales de la propriété industrielle des pays intéressés. Des suppléments aux éditions existantes seraient éventuellement publiés, et la nécessité d'une révision de l'édition anglaise sera examinée.

Impressions 14.000

N.2 Le Comité d'experts institué par l'article 3 de l'Arrangement de Nice se réunira éventuellement.

Conférences 5.000

N.3 Le texte de l'Acte de Stockholm de l'Arrangement de Nice sera publié en français et les BIRPI consulteront les gouvernements intéressés au sujet des textes officiels dudit Acte dans d'autres langues.

Impressions 1.000

UNION DE LISBONNE

L.1 Le service d'enregistrement international des appellations d'origine sera maintenu. Les formulaires et les notifications seront imprimés, comme par le passé (1.000 francs), et la publication de la feuille officielle "Les Appellations d'origine" continuera (2.000 francs).

Impressions 3.000

Francs
suisses

L.2 Le texte de l'Acte de Stockholm de l'Arrangement de Lisbonne sera publié en français et les BIRPI consulteront les gouvernements intéressés au sujet des textes officiels dudit Acte dans d'autres langues.

Impressions 1.000

UNION DE BERNE

B.1 Les activités prescrites par la Convention de Berne (articles 21 et 22 de l'Acte de Bruxelles) continueront. La Division du droit d'auteur sera maintenue et le nombre de postes établis dans cette Division sera porté de trois à quatre (un P.5, un P.4, un P.3, un G.6). La Division s'occupera également, comme par le passé, et en collaboration avec le Bureau international du Travail et l'Unesco, de la Convention de Rome concernant les droits voisins.

Personnel 255.000

B.2 La publication des périodiques, "Le Droit d'Auteur" et "Copyright" continuera.

Contrats 20.000
Impressions 54.000

B.3 Un Tableau des pays membres de l'Union de Berne sera publié en français, anglais et espagnol.

Impressions 2.000

B.4 Le texte de l'Acte de Stockholm de la Convention de Berne, en français et en anglais, sera publié et les BIRPI consulteront les gouvernements intéressés au sujet des textes officiels dudit Acte dans d'autres langues. Ces derniers seront également publiés.

Impressions 4.000

| | <u>Francs suisses</u> |
|--|---------------------------|
| <u>B.5</u> Les BIRPI coopéreront avec d'autres organisations intergouvernementales pour la publication de <u>recueils de textes législatifs</u> . | |
| Contrats | 3.000 |
| <u>B.6</u> Un supplément au <u>Manuel de la Convention de Berne</u> sera publié en français et en anglais. | |
| Impressions | 3.000 |
| <u>B.7</u> Un <u>Symposium des BIRPI sur le droit d'auteur</u> , auquel des personnalités de pays en voie de développement seront spécialement invitées, mais auquel pourra participer également toute personne payant le droit d'inscription, sera organisé à Genève. | |
| Conférences | 5.000 |
| Voyages de tiers | 10.000 |
| <u>B.8</u> Un <u>Groupe de travail satellites de télécommunications</u> sera convoqué à Genève pour étudier les problèmes de droit d'auteur posés en matière d'échanges de programmes par voie de communications spatiales. | |
| Conférences | 7.000 |
| <u>B.9</u> En coopération avec l'Unesco, un <u>Comité d'experts photoduplication</u> sera convoqué. | |
| Conférences | 3.000 |
| <u>B.10</u> Les BIRPI procéderont aux études préconisées par la <u>Recommandation</u> No III adoptée en matière de droit d'auteur par la Conférence de Stockholm. | |
| Contrats | 2.000 |
| <u>B.11</u> Les BIRPI continueront de "se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des oeuvres littéraires et artistiques, les <u>renseignements spéciaux</u> dont ils pourraient avoir besoin" (article 22 de la Convention de Berne, Acte de Bruxelles). | |
| Missions | 10.000 |
| <u>B.12</u> Les BIRPI continueront à être représentés aux <u>réunions d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales</u> traitant des questions de droit d'auteur. | |
| Missions | 10.000 |

II

DEPENSES COMMUNES
A DEUX OU PLUSIEURS UNIONS

A.
UNION DE PARIS
ET SES UNIONS PARTICULIERES

Union de

| Total | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lisbonne |
|-------|------------------------------|--------|---------|------|----------|
| | (milliers de francs suisses) | | | | |

UI.1 La Division de la Propriété industrielle continuera de s'occuper de toutes les Unions industrielles, sauf les services d'enregistrement. Il est proposé de porter son effectif de 6 à 7 fonctionnaires, pour pouvoir s'acquitter de nouvelles tâches (un P.5, deux P.4, deux P.3, un P.2, un G.4). En outre, le salaire de quatre personnes (un F.4, un P.3, un P.2, un G.4) qui travaillent également pour la Direction sera imputé pour moitié à la Direction et pour moitié à cette Division. Répartition provisoire selon les mêmes pourcentages que l'année dernière : 80-16-2-2-0.

| | | | | | | |
|-----------|-----|-----|----|---|---|---|
| Personnel | 331 | 264 | 53 | 7 | 7 | - |
|-----------|-----|-----|----|---|---|---|

UI.2 Les Services d'enregistrements continueront d'assurer les enregistrements prévus par les Arrangements de Madrid, La Haye et Lisbonne, et les notifications en vertu de l'article 6bis de la Convention de Paris. Ils s'occuperont également de certaines tâches administratives concernant l'Arrangement de Nice et de la recherche des marques. Il est proposé de porter l'effectif de ces services de 22 à 25 personnes, en vue surtout du surcroît de travail causé par l'administration plus compliquée de l'Acte de Nice de l'Arrangement de Madrid (un P.4, deux P.3, un P.2, trois G.7, un G.6, six G.4, sept G.3, quatre G.2). Répartition provisoire selon l'expérience des exercices antérieurs : 0-91-8-1-0.

| | | | | | | |
|-----------|-----|---|-----|----|---|---|
| Personnel | 796 | - | 724 | 64 | 8 | - |
|-----------|-----|---|-----|----|---|---|

| | Total | Union de | | | | |
|--|-------|----------|--------|---------|------|----------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lisbonne |
| <u>(milliers de francs suisses)</u> | | | | | | |
| <p><u>UI.3</u> Les BIRPI continueront d'être représentés dans certaines <u>réunions d'organisations intergouvernementales</u> (autres que les Nations Unies, voir P.4) <u>et non gouvernementales</u>. Répartition provisoire selon l'intérêt (estimé) pour les diverses Unions.</p> | | | | | | |
| Missions | 15 | 7 | 5 | 2 | 1 | - |
| <p><u>UI.4</u> La publication des <u>périodiques</u> "La Propriété industrielle" et "Industrial Property" continuera. Répartition provisoire d'après le nombre de pages intéressant chaque Union, selon l'expérience des dernières années.</p> | | | | | | |
| Impressions | 76 | 55 | 15 | 2 | 2 | 2 |
| Contrats | 30 | 23 | 4 | 1 | 1 | 1 |
| <p><u>UI.5</u> Un <u>Tableau des pays membres</u> des Unions de propriété industrielle sera publié en français, en anglais et en espagnol. Répartition d'après le nombre de pages intéressant chaque Union, selon l'expérience des dernières années.</p> | | | | | | |
| Impressions | 7 | 3 | 2 | 1 | 1 | - |
| <p><u>UI.6</u> Le <u>Manuel des Conventions de la Propriété industrielle</u> sera tenu à jour par la publication des suppléments. Répartition d'après le nombre de pages intéressant chaque Union, selon l'expérience des dernières années.</p> | | | | | | |
| Impressions | 7 | 3 | 2 | 1 | 1 | - |
| <p><u>UI.7</u> La <u>traduction des textes législatifs</u> régissant la protection des brevets et des marques dans les divers pays sera poursuivie, pour les besoins des BIRPI et en vue de la publication éventuelle d'un recueil de telles traductions. Répartition, à parts égales, entre les Unions de Paris et de Madrid.</p> | | | | | | |
| Contrats | 10 | 5 | 5 | - | - | - |

| | Total | Union de | | | | |
|---|-------|----------|--------|---------|------|----------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lisbonne |
| (milliers de francs suisses) | | | | | | |
| <p><u>UI.8</u> Les BIRPI financent des <u>stages d'études</u> pour la formation de personnes qui sont ou seront chargées de l'administration de la propriété industrielle, surtout dans des pays en voie de développement. Répartition selon le même pourcentage que l'année dernière : 80-16-2-2-0.</p> | | | | | | |
| Voyages de tiers | 60 | 48 | 10 | 1 | 1 | - |
| <p><u>UI.9</u> Les travaux préparatoires en vue de l'établissement d'une <u>loi-type sur les dessins et modèles industriels</u> pour les pays en voie de développement débiteront. Un consultant sera engagé pour la rédaction d'un projet de rapport introductif. Répartition, à parts égales, entre les Unions de Paris et de La Haye.</p> | | | | | | |
| Contrats | 2 | 1 | - | 1 | - | - |
| <p><u>UI.10</u> Une conférence diplomatique, convoquée par le Gouvernement suisse, aura lieu en Suisse, pour adopter un <u>Arrangement particulier concernant la classification des produits en vue de l'enregistrement des dessins et modèles industriels</u>. Les frais de cette conférence seront supportés par le Gouvernement hôte, sauf ceux concernant la participation des représentants des BIRPI. Répartition, à parts égales, entre les Unions de Paris et de La Haye.</p> | | | | | | |
| Missions | 8 | 4 | - | 4 | - | - |

B.
DEPENSES COMMUNES
A TOUTES LES UNIONS

Union de

Total Paris Madrid La Haye Nice Lis-
bonne Berne

(milliers de francs suisses)

DC.1 La Direction des BIRPI se composera du Directeur, de deux Vice-directeurs, d'un assistant (P.2) et de deux secrétaires (G.6 et G.5). Un poste d'assistant (P.1) sera supprimé. En outre, le salaire de quatre personnes (un P.4, un P.3, un P.2, un G.4) qui travaillent également pour la Division de la Propriété industrielle sera imputé pour moitié à la Direction. Répartition provisoire : 32-45-4-3-0-16. Voir paragraphe 28.b) du présent document.

| | | | | | | | |
|-----------|-----|-----|-----|----|----|---|----|
| Personnel | 581 | 186 | 262 | 23 | 17 | - | 93 |
|-----------|-----|-----|-----|----|----|---|----|

DC.2 Les relations avec les organisations intergouvernementales et autres relations extérieures continueront d'être assurées par un Conseiller supérieur (D.1). Il est proposé de lui donner un assistant (P.4), à qui seront également confiées, à titre d'essai, la préparation de l'exécution des tâches de dépositaire en vertu des divers instruments adoptés à Stockholm en 1967. Répartition selon le même principe que l'année précédente, c'est-à-dire selon les pourcentages de la Direction,

| | | | | | | | |
|-----------|-----|----|----|---|---|---|----|
| Personnel | 169 | 54 | 76 | 7 | 5 | - | 27 |
|-----------|-----|----|----|---|---|---|----|

DC.3 La Bibliothèque aura besoin d'un agent supplémentaire, ce qui portera son effectif de deux à trois (un P.3, un P.1, un G.3). Répartition selon le même principe que l'année précédente, c'est-à-dire selon les pourcentages de la Direction.

| | | | | | | | |
|-----------|-----|----|----|---|---|---|----|
| Personnel | 110 | 35 | 49 | 4 | 4 | - | 18 |
|-----------|-----|----|----|---|---|---|----|

| | Total | Union de | | | | | Lis- bonne | Berne |
|---|-------|----------|--------|---------|------|---|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | | | |
| (milliers de francs suisses) | | | | | | | | |
| <p><u>DC.4 La Division du Personnel et Administration générale</u> aura besoin d'un agent supplémentaire, ce qui portera son effectif de trois à quatre (un P.5, deux P.1, un G.4). (Les Services financiers font partie de cette Division mais sont mentionnés à part, étant donné qu'une répartition différente est applicable). La répartition provisoire du coût du personnel pour les quatre personnes en question se fait sur la même base (12-70-10-1-0-7) que l'année dernière.</p> | | | | | | | | |
| Personnel | 198 | 24 | 139 | 20 | 1 | - | 14 | |
| <p><u>DC.5 Les Services financiers</u> ont, depuis l'entrée en vigueur de l'Acte de Nice de l'Arrangement de Madrid, deux fois plus de travail avec les enregistrements des marques qu'auparavant. Il est proposé de porter leur effectif de 9 à 13 (un P.3, deux P.1, un G.6, quatre G.4, cinq G.3). Répartition selon les mêmes pourcentages que l'année dernière : 3-82-13-1-0-1.</p> | | | | | | | | |
| Personnel | 381 | 11 | 312 | 50 | 4 | - | 4 | |
| <p><u>DC.6 La Chancellerie</u> a besoin de quatre agents de plus car le courrier et la reproduction des documents accusent une augmentation constante. Il est proposé de porter son effectif de 14 à 18 (un P.2, un G.6, cinq G.4, neuf G.3, deux G.2). Répartition selon les mêmes pourcentages que l'année dernière : 15-69-6-1-0-9.</p> | | | | | | | | |
| Personnel | 445 | 67 | 307 | 27 | 4 | - | 40 | |

| | Total | Union de | | | | | | |
|--|-------------|----------|--------|---------|------|---------------|-------|----|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lis- bonne | Berne | |
| <u>(milliers de francs suisses)</u> | | | | | | | | |
| <p><u>DC.7</u> Le Service des traducteurs se compose actuellement de deux traducteurs-éditeurs anglais. Il est proposé de créer un poste pour un traducteur-éditeur français. L'effectif sera ainsi porté de 2 à 3 fonctionnaires (deux P.3, un P.2). Répartition provisoire selon les mêmes pourcentages que l'année dernière : 37-22-2-1-0-38.</p> | Personnel | 165 | 61 | 36 | 3 | 2 | - | 63 |
| <p><u>DC.8</u> Le Service des publications aura le même effectif qu'actuellement, c'est-à-dire trois fonctionnaires (un P.4, un G.4 et un G.3). Répartition selon les mêmes pourcentages que l'année dernière : 37-22-2-1-0-38.</p> | Personnel | 115 | 43 | 25 | 2 | 1 | - | 44 |
| <p><u>DC.9</u> Diverses charges sociales et autres dépenses de personnel s'élèveront à 404.000 francs (assurance accidents professionnels : 10.000 francs; retraités et rente <u>ex gratia</u> : 193.000 francs; maison de vacances : 20.000 francs; distributeurs de rafraîchissements : 10.000 francs; déménagements : 50.000 francs ; frais de recrutement : 20.000 francs; auxiliaires, heures supplémentaires et autres dépenses : 101.000 francs) et seront réparties selon le pourcentage "Totalité du personnel" qui correspond à la proportion existant entre les dépenses de personnel des différentes Unions (estimation : 21-56-6-1-0-16).</p> | Personnel | 404 | 85 | 226 | 24 | 4 | - | 65 |
| <p><u>DC.10</u> Le Comité de coordination inter-unions se réunira à Genève. Répartition provisoire selon les pourcentages "Services généraux" de l'année dernière: 22-59-5-1-0-13.</p> | Conférences | 8 | 2 | 5 | - | - | - | 1 |

| | Total | Union de | | | | | Lis- bonne | Berne |
|---|-------|----------|--------|---------|------|---|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | | | |
| (milliers de francs suisses) | | | | | | | | |
| <u>DC.11 Le Rapport de gestion pour l'année 1967 sera imprimé. Répartition provisoire selon le nombre (estimé) de pages intéressant chaque Union.</u> | | | | | | | | |
| Impressions | 10 | 2 | 5 | 1 | 1 | 1 | 2 | |
| <u>DC.12 Le Manuel administratif des BIRPI sera mis à jour et un supplément sera publié. Répartition provisoire selon les pourcentages "Totalité du personnel" de l'année dernière : 20-58-5-2-0-15.</u> | | | | | | | | |
| Impressions | 5 | 1 | 3 | - | - | - | 1 | |
| <u>DC.13 Un périodique trimestriel, intitulé "La Propiedad Intelectual" sera publié en espagnol. Répartition provisoire selon l'intérêt (estimé) de chaque Union.</u> | | | | | | | | |
| Impressions | 20 | 12 | 2 | - | - | - | 6 | |
| Contrats | 10 | 6 | 1 | - | - | - | 3 | |
| <u>DC.14 Les travaux préparatoires en vue de la publication des Documents de la Conférence de Stockholm (1967) commenceront. Répartition selon le nombre de pages intéressant chaque Union (estimation provisoire) : 25-2-1-1-1-70.</u> | | | | | | | | |
| Contrats | 20 | 5 | 2 | - | - | - | 13 | |
| Impressions | 40 | 10 | 1 | - | - | - | 29 | |
| <u>DC.15 Les contacts directs entre les BIRPI et les Gouvernements des Etats nécessiteront des missions. Répartition selon les pourcentages "Direction": 32-45-4-3-0-16.</u> | | | | | | | | |
| Missions | 20 | 6 | 9 | 1 | 1 | - | 3 | |

| | Total | Union de | | | | | Berne |
|--|-------|----------|--------|---------|------|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lis- bonne | |
| <u>(milliers de francs suisses)</u> | | | | | | | |
| <u>DC.16 Amortissement Bâtiment :</u> | | | | | | | |
| Union de Paris : | | | | | | | |
| 5 % sur 345'619,15 = | | | | | | | |
| 4 % sur 259'100,— = | | | | | | | |
| | | | | | | | 28,0 |
| Union de La Haye : | | | | | | | |
| 5 % sur 214'658,75 = | | | | | | | |
| 4 % sur 161'100,— = | | | | | | | |
| | | | | | | | 17,0 |
| Union de Berne : | | | | | | | |
| 5 % sur 184'723,75 = | | | | | | | |
| 4 % sur 138'600,— = | | | | | | | |
| | | | | | | | 15.— |
| Amortissement Bâtiment | 60 | 28 | - | 17 | - | - | 15 |
| <u>DC.17 Entretien Bâtiment</u> | | | | | | | |
| Répartition provisoire selon les pourcentages "surfaces" : 18-61-8-1-0-12. | | | | | | | |
| Entretien Bâtiment | 150 | 27 | 92 | 12 | 1 | - | 18 |
| <u>DC.18 Agrandissement Bâtiment</u> | | | | | | | |
| Des estimations des frais de construction d'un prolongement du Bâtiment actuel seront préparées par un architecte. Répartition provisoire selon les pourcentages "surfaces" : 18-61-8-1-0-12. | | | | | | | |
| Agrandissement Bâtiment | 30 | 5 | 19 | 2 | - | - | 4 |
| <u>DC.19 Equipement et matériel</u> | | | | | | | |
| Répartition des postes en dessous de 500 francs selon les pourcentages "Ftalité du personnel", provisoirement : 21-56-6-1-0-16; des postes en dessus de 500 francs selon les pourcentages des services auxquels ils sont affectés (Direction, Chancellerie, etc.). | | | | | | | |
| Equipement et Matériel | 200 | 30 | 140 | 10 | 2 | - | 18 |

| | Total | Union de | | | | | Lis- bonne | Berne |
|--|-------|----------|--------|---------|------|---|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | | | |
| (milliers de francs suisses) | | | | | | | | |
| <u>DC.20 Ports.</u> Répartition provisoire selon les pourcentages "Chancellerie" : 15-69-6-1-0-9. | | | | | | | | |
| Ports | 120 | 18 | 83 | 7 | 1 | - | 11 | |
| <u>DC.21 Téléphones.</u> Répartition provisoire selon les pourcentages "Totalité du personnel" : 21-56-6-1-0-16. | | | | | | | | |
| Téléphones | 40 | 8 | 22 | 3 | - | - | 7 | |
| <u>DC.22 Bibliothèque.</u> Répartition provisoire d'après les pourcentages "Totalité du personnel" estimée pour 1968 : 21-56-6-1-0-16. | | | | | | | | |
| Bibliothèque | 20 | 4 | 11 | 1 | - | - | 4 | |
| <u>DC.23 Imprévus.</u> Un pour cent, environ, des recettes prévues pour chaque Union est mis de côté pour les dépenses imprévues. | | | | | | | | |
| Imprévus | 61 | 13 | 34 | 4 | 1 | - | 9 | |

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES DEPENSES

| | Total | Union de | | | | | Lis- bonne | Berne |
|------------------|--|-------------------------------------|--------|---------|------|----|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | | | |
| | | <u>(milliers de francs suisses)</u> | | | | | | |
| <u>PERSONNEL</u> | | | | | | | | |
| B.1 | Division Droit d'Auteur | 255 | - | - | - | - | - | 255 |
| UI.1 | Division Propriété industrielle | 331 | 264 | 53 | 7 | 7 | - | - |
| UI.2 | Division Enregistrements | 796 | - | 724 | 64 | 8 | - | - |
| DC.1 | Direction | 581 | 186 | 262 | 23 | 17 | - | 93 |
| DC.2 | Relations avec les Nations Unies, etc. | 169 | 54 | 76 | 7 | 5 | - | 27 |
| DC.3 | Bibliothèque | 110 | 35 | 49 | 4 | 4 | - | 18 |
| DC.4 | Division du Personnel et Administration générale | 198 | 24 | 139 | 20 | 1 | - | 14 |
| DC.5 | Services financiers | 381 | 11 | 312 | 50 | 4 | - | 4 |
| DC.6 | Chancellerie | 445 | 67 | 307 | 27 | 4 | - | 40 |
| DC.7 | Traductions | 165 | 61 | 36 | 3 | 2 | - | 63 |
| DC.8 | Publications | 115 | 43 | 25 | 2 | 1 | - | 44 |
| DC.9 | Charges sociales | 404 | 85 | 226 | 24 | 4 | - | 65 |
| | | 3.950 | 830 | 2.209 | 231 | 57 | - | 623 |
| <u>MISSIONS</u> | | | | | | | | |
| P.1 | Renseignements | 12 | 12 | - | - | - | - | - |
| P.3 | PCT | 40 | 40 | - | - | - | - | - |
| P.4 | Nations Unies | 20 | 20 | - | - | - | - | - |
| P.5 | Index mondial des Brevets | 4 | 4 | - | - | - | - | - |
| B.11 | Renseignements (Berne) | 10 | - | - | - | - | - | 10 |
| B.12 | Autres organisations (Berne) | 10 | - | - | - | - | - | 10 |
| UI.3 | Autres organisations | 15 | 7 | 5 | 2 | 1 | - | - |
| UI.10 | Classification Dessins | 8 | 4 | - | 4 | - | - | - |
| DC.15 | Gouvernements | 20 | 6 | 9 | 1 | 1 | - | 3 |
| | | 139 | 93 | 14 | 7 | 2 | - | 23 |

| | Total | Union de | | | | | |
|-------------------------|---|-------------------------------------|--------|---------|------|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lis- bonne | Berne |
| | | <u>(milliers de francs suisses)</u> | | | | | |
| <u>VOYAGES DE TIERS</u> | | | | | | | |
| P.3 | PCT | 20 | 20 | - | - | - | - |
| P.5 | Index mondial des Brevets | 5 | 5 | - | - | - | - |
| B.7 | Symposium droit d'auteur | 10 | - | - | - | - | 10 |
| UI.8 | Stages d'étude | 60 | 48 | 10 | 1 | 1 | - |
| | | 95 | 73 | 10 | 1 | 1 | 10 |
| <u>CONFERENCES</u> | | | | | | | |
| P.2 | Comité exécutif (Paris) | 2 | 2 | - | - | - | - |
| P.3 | PCT | 64 | 64 | - | - | - | - |
| N.2 | Comité d'experts (Nice) | 5 | - | - | 5 | - | - |
| B.7 | Symposium droit d'auteur | 5 | - | - | - | - | 5 |
| B.8 | Groupe de travail satellites | 7 | - | - | - | - | 7 |
| B.9 | Photoduplication | 3 | - | - | - | - | 3 |
| DC.10 | Comité de coordination interunions | 8 | 2 | 5 | - | - | 1 |
| | | 94 | 68 | 5 | - | 5 | 16 |
| <u>CONTRATS</u> | | | | | | | |
| P.3 | PCT | 20 | 20 | - | - | - | - |
| P.5 | Index mondial des Brevets | 5 | 5 | - | - | - | - |
| B.2 | "Le Droit d'Auteur"/ "Copyright" | 20 | - | - | - | - | 20 |
| B.5 | Recueil Lois (Berne) | 3 | - | - | - | - | 3 |
| B.10 | Recommandation Stockholm | 2 | - | - | - | - | 2 |
| UI.4 | "La Propriété industrielle" /"Industrial Property" | 30 | 23 | 4 | 1 | 1 | - |
| UI.7 | Textes législatifs | 10 | 5 | 5 | - | - | - |
| UI.9 | Loi-type Dessins | 2 | 1 | - | 1 | - | - |
| DC.13 | "La Propiedad Intelectual" | 10 | 6 | 1 | - | - | 3 |
| DC.14 | Documents Stockholm | 20 | 5 | 2 | - | - | 13 |
| | | 122 | 65 | 12 | 2 | 1 | 41 |

| | Total | Union de | | | | | Lis- bonne | Berne |
|-------|------------------------------|------------------------------|--------|---------|------|---|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | | | |
| | | (milliers de francs suisses) | | | | | | |
| DC.16 | AMORTISSEMENT BÂTIMENT | 60 | 28 | - | 17 | - | - | 15 |
| DC.17 | ENTRETIEN BÂTIMENT | 150 | 27 | 92 | 12 | 1 | - | 18 |
| DC.18 | AGRANDISSEMENT BÂTI- MENT | 30 | 5 | 19 | 2 | - | - | 4 |
| DC.19 | EQUIPEMENT & MATERIEL | 200 | 30 | 140 | 10 | 2 | - | 18 |
| DC.20 | PORTS | 120 | 18 | 83 | 7 | 1 | - | 11 |
| DC.21 | TELEPHONES | 40 | 8 | 22 | 3 | - | - | 7 |
| DC.22 | BIBLIOTHEQUE | 20 | 4 | 11 | 1 | - | - | 4 |
| DC.23 | IMPREVUS | 61 | 13 | 34 | 4 | 1 | - | 9 |

TABLEAU GENERAL DES DEPENSES

| (Budget 1967) | Total | Union de | | | | | Lis- bonne | Berne |
|------------------|----------------------------|-------------------------------------|----------------|--------------|------------|-----------|---------------|-------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | | | |
| | | <u>(milliers de francs suisses)</u> | | | | | | |
| (3230) | Personnel 3950 | 830 (712) | 2209 (1790) | 231 (185) | 57 (45) | - (20) | 623 (478) | |
| (192) | Missions 139 | 93 (68) | 14 (53) | 7 (3) | 2 (2) | - (1) | 23 (65) | |
| (140) | Voyages de tiers 95 | 73 (57) | 10 (31) | 1 (1) | 1 (1) | - (1) | 10 (49) | |
| (62) | Conférences 94 | 68 (23) | 5 (11) | - (1) | 5 (10) | - (3) | 16 (14) | |
| (103) | Contrats 122 | 65 (65) | 12 (8) | 2 (1) | 1 (1) | 1 (1) | 41 (27) | |
| (734) | Impressions 896 | 88 (105) | 649 (502) | 31 (21) | 20 (18) | 7 (7) | 101 (81) | |
| (60) | Amortissement Bâtiment 60 | 28 (28) | - - | 17 (17) | - - | - - | 15 (15) | |
| (150) | Entretien Bâtiment 150 | 27 (24) | 92 (90) | 12 (18) | 1 (2) | - (1) | 18 (15) | |
| (-) | Agrandissement Bâtiment 30 | 5 (-) | 19 (-) | 2 (-) | - (-) | - (-) | 4 (-) | |
| (162) | Equipement & Matériel 200 | 30 (30) | 140 (86) | 10 (10) | 2 (3) | - (3) | 18 (30) | |
| (120) | Ports 120 | 18 (11) | 83 (79) | 7 (5) | 1 (1) | - (1) | 11 (23) | |
| (35) | Téléphones 40 | 8 (7) | 22 (20) | 3 (2) | - (1) | - (1) | 7 (4) | |
| (20) | Bibliothèque 20 | 4 (4) | 11 (11) | 1 (1) | - (1) | - (1) | 4 (2) | |
| (50) | Imprévus 61 | 13 (12) | 34 (29) | 4 (2) | 1 (1) | - (1) | 9 (5) | |
| (5058) | Total des dépenses 5977 | 1350 (1146) | 3300 (2710) | 328 (267) | 91 (86) | 8 (41) | 900 (808) | |

RECETTES

| (Budget 1967) | Total | Union de | | | | | |
|--|-------|-------------------------------------|----------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lis- bonne | Berne |
| | | <u>(milliers de francs suisses)</u> | | | | | |
| (1576) Contributions | 2071 | 1200 (865) | - (-) | - (-) | 71 (71) | - (-) | 800 (640) |
| (2805) Taxes | 3682 | - (-) | 3290 (2550) | 384 (215) | - (-) | 8 (40) | - (-) |
| (431) Publications et recettes diverses | 386 | 150 (150) | 110 (160) | 6 (15) | 20 (15) | - (1) | 100 (90) |
| (4812) Total des recettes | 6139 | 1350 (1015) | 3400 (2710) | 390 (230) | 91 (86) | 8 (41) | 900 (730) |

TABLEAU COMPARATIF DES DEPENSES ET RECETTES

(en milliers de francs suisses)

| (Budget 1967) | Total | Union de | | | | | |
|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------|---------------|---------------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lis- bonne | Berne |
| (4812) Recettes | 6139 | 1350 (1015) | 3400 (2710) | 390 (230) | 91 (86) | 8 (41) | 900 (730) |
| (5058) Dépenses | 5977 | 1350 (1146) | 3300 (2710) | 328 (267) | 91 (86) | 8 (41) | 900 (808) |
| | + 162 (- 246) | -.- (- 131) | + 100 (-) | + 62 (- 37) | -- (-) | - (-) | -.- (- 78) |

(en milliers de dollars)

| (Budget 1967) | Total | Union de | | | | | |
|------------------|----------------|--------------|--------------|---------------|------------|---------------|--------------|
| | | Paris | Madrid | La Haye | Nice | Lis- bonne | Berne |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| (1114) Recettes | 1421 | 313 (235) | 787 (627) | 90 (53) | 21 (20) | 2 (10) | 208 (169) |
| (1171) Dépenses | 1384 | 313 (265) | 764 (627) | 76 (62) | 21 (20) | 2 (10) | 208 (187) |
| Différence | + 37 (- 57) | - (- 30) | + 23 (-) | + 14 (- 9) | - (-) | - (-) | - (- 18) |

Le Comité de coordination inter-
unions est invité à exprimer son avis
au sujet des propositions contenues
dans le présent document.